

2° "Compte de résultats" : la liste qui reprend les charges et les produits pour une période déterminée. Les charges sont comptabilisées dans les comptes de la classe 6 et les produits sont comptabilisés dans les comptes de la classe 7. Les soldes des comptes des classes 6 et 7 pour l'exercice comptable déterminé fournissent les éléments des comptes de résultats;

3° "Organisme administratif autonome" : une personne morale définie à l'article 2, 2°, de l'ordonnance;

4° "Entité comptable" : l'entité définie à l'article 2, 4°, de l'ordonnance;

5° "Services du Collège réuni" : l'administration définie à l'article 2, 1°, de l'ordonnance;

6° "Entité bicommunautaire" : l'entité définie à l'article 2, 3°, de l'ordonnance.

§ 2. Le présent arrêté s'applique à l'entité bicommunautaire."

Art. 2. Dans l'article 4, § 1^{er}, alinéa 2, du même arrêté, les mots "les services du Collège réuni", sont remplacés par les mots "l'entité bicommunautaire".

Art. 3. Dans l'article 4, § 2, du même arrêté, les mots " pour les services du Collège réuni et les organismes autonomes de première catégorie" sont insérés entre les mots "fixent" et les mots "les méthodes de répartition".

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2019.

Art. 5. Les Membres du Collège réuni compétents pour les Finances et le Budget sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 31 janvier 2019.

Pour le Collège réuni :

Les Membres du Collège réuni, compétents pour les Finances
et le Budget,
D. GOSUIN

2° "Resultatenrekening" : het overzicht van de kosten en de opbrengsten voor een bepaalde periode. De kosten worden geboekt op de rekeningen van klasse 6 en de opbrengsten worden geboekt op de rekeningen van klasse 7. De saldi van de rekeningen van de klassen 6 en 7 voor het beschouwde boekjaar leveren de elementen voor de resultatenrekeningen;

3° "Autonome bestuursinstelling": een rechtspersoon zoals bedoeld in artikel 2, 2°, van de ordonnantie;

4° "Boekhoudkundige entiteit": een entiteit zoals bedoeld in artikel 2, 4°, van de ordonnantie;

5° "Diensten van het Verenigd College": de administratie bedoeld in artikel 2, 1° van de ordonnantie;

6° "Bicommunautaire entiteit": de entiteit zoals bedoeld in artikel 2, 3°, van de ordonnantie.

§ 2. Onderhavig besluit is van toepassing op de bicommunautaire entiteit."

Art. 2. In artikel 4, § 1, tweede lid, van dezelfde besluit, worden de woorden " diensten van het Verenigd College" vervangen door de woorden "bicommunautaire entiteit".

Art. 3. In artikel 4, § 2, van dezelfde besluit, worden de woorden "voor de diensten van het Verenigd College en de autonome instellingen van eerste categorie" ingevoegd tussen de woorden "bepalen" en de woorden "de omslagmethodes".

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2019.

Art. 5. De Leden van het Verenigd College bevoegd voor de Financiën en de Begroting worden belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 31 januari 2019.

Voor het Verenigd College :

De Leden van het Verenigd College, bevoegd voor de Financiën
en de Begroting,
G. VANHENGEL

COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2019/40225]

31 JANVIER 2019. — Arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 31 janvier 2019 concernant les nouvelles ventilations de crédits de dépenses et les dépassements de crédits

Le Collège réuni de la Commission communautaire commune,

Vu l'ordonnance du 21 novembre 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle, telle que modifiée par l'ordonnance du 13 décembre 2018, notamment les articles 28 et 96quinquies;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8 novembre 2018;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'Etat le 18 janvier 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition des Membres du Collège réuni, compétents pour les Finances et le Budget;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Généralités

Article 1^{er}. § 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° "Ordonnance" : l'ordonnance du 21 novembre 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle;

2° "Collège réuni" : le Collège réuni de la Commission communautaire commune;

GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN BRUSSEL-HOOFDSTAD

[C - 2019/40225]

31 JANUARI 2019. — Besluit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 31 januari 2019 betreffende de herverdelingen van de uitgavenkredieten en de kredietoverschrijdingen

Het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie,

Gelet op de ordonnantie van 21 november 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle, zoals gewijzigd door de ordonnantie van 13 december 2018, inzonderheid op de artikelen 28 en 96quinquies;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 8 november 2018;

Gelet op de adviesaanvraag binnen dertig dagen, die op 18 januari 2019 bij de Raad van State is ingediend, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies niet is meegedeeld binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voorstel van de Leden van het Verenigd College bevoegd voor de Financiën en de Begroting;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemeenheden

Artikel 1. § 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "Ordonnantie" : de ordonnantie van 21 november 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle;

2° "Verenigd College" : het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie;

3° "Services du Collège réuni" : l'administration définie à l'article 2, 1°, de l'ordonnance;

4° "Organisme administratif autonome" : une personne morale définie à l'article 2, 2°, de l'ordonnance;

5° "Organisme administratif autonome de première catégorie" : une personne morale définie à l'article 96bis, alinéa 1^{er}, 1°, de l'ordonnance;

6° "Organisme administratif autonome de deuxième catégorie" : une personne morale définie à l'article 96bis, alinéa 1^{er}, 2°, de l'ordonnance;

7° "Type de crédits" : crédits d'engagement ou crédits de liquidation;

8° "Classification économique" : la classification définie à l'article 2, 9°, de l'ordonnance;

9° "Groupe de nature" : le composant de la classification économique qui correspond aux deux premiers chiffres du code économique.

10° "Entité bicommunautaire" : l'entité définie à l'article 2, 3°, de l'ordonnance;

11° "Nouvelle ventilation de crédits" : une nouvelle ventilation définie à l'article 96quinquies, § 3, alinéa 1^{er}, de l'ordonnance;

12° "Dépassement de crédits" : opération budgétaire définie à l'article 96quinquies, § 2, alinéa 1^{er}, de l'ordonnance;

13° "Ordonnateur secondaire" : cette fonction est exercée par les membres du Collège réuni.

§ 2. Le présent arrêté s'applique à l'entité bicommunautaire.

Art. 2. Les nouvelles ventilations de crédits peuvent être introduites toute l'année dans les délais et selon les modalités techniques déterminées par les Membres du Collège réuni qui ont le Budget parmi leurs attributions, ci-après désignés comme les Membres du Collège réuni, compétents pour les Finances et le Budget.

Art. 3. Aucune nouvelle ventilation de crédits ne peut être opérée entre les crédits liés aux fonds budgétaires organiques et les autres crédits.

Art. 4. § 1^{er}. Un dépassement de crédits ne peut être autorisé qu'à concurrence des recettes supplémentaires qui ne sont pas inscrites au budget initial ou adapté de l'organisme, calculé sur la base des droits établis, et qui se rapportent à l'exercice budgétaire en cours.

Toute décision de dépassement de crédits est communiquée immédiatement à l'Assemblée réunie, au Collège réuni et à la Cour des comptes.

Le Collège réuni arrête les dispositions applicables aux dépassements de crédits.

§ 2. Conformément à l'article 28 de l'ordonnance, les nouvelles ventilations de crédits des services du Collège réuni sont communiquées sans délai à l'Assemblée réunie et à la Cour des comptes.

La direction de la Comptabilité et du Budget des services du Collège réuni est chargée de cette communication.

Conformément à l'article 96quinquies, § 3, de l'ordonnance, les organismes administratifs autonomes communiquent sans délai les nouvelles ventilations et dépassements de crédits à l'Assemblée réunie, au Collège réuni et à la Cour des comptes.

Cette communication transite par la direction du Budget des services du Collège réuni.

Art. 5. Aucune nouvelle ventilation de crédits ne peut être opérée entre crédits de types différents.

De nouvelles allocations de base peuvent être créées par voie d'une nouvelle ventilation de crédits.

Aucune nouvelle ventilation de crédits ne peut être opérée entre crédits qui appartiennent aux groupes 91 et 21 de la classification économique et crédits qui appartiennent aux autres groupes de cette classification.

CHAPITRE II. — Les services du Collège réuni

Art. 6. L'ordonnateur secondaire compétent peut, pendant l'année budgétaire et après accord des Membres du Collège réuni, compétents pour les Finances et le Budget, procéder à une nouvelle ventilation de crédits entre les allocations de base dans les limites des crédits d'engagement ou de liquidation disponibles de chacun des programmes du budget général des dépenses.

L'ordonnateur secondaire peut déléguer la compétence de procéder à une nouvelle ventilation des crédits à l'ordonnateur délégué selon les modalités qu'il détermine.

3° "Diensten van het Verenigd College" : de administratie bedoeld in artikel 2, 1° van de ordonnantie;

4° "Autonome bestuursinstelling" : een rechtspersoon zoals bedoeld in artikel 2, 2°, van de ordonnantie;

5° "Autonome bestuursinstelling van eerste categorie" : een rechtspersoon zoals bedoeld in artikel 96bis, eerste lid, 1°, van de ordonnantie;

6° "Autonome bestuursinstelling van tweede categorie" : een rechtspersoon zoals bedoeld in artikel 96bis, 2°, van de ordonnantie;

7° "Krediettype" : vastleggingskredieten en vereffeningskredieten;

8° "Economische classificatie" : een classificatie zoals bedoeld in artikel 2, 9°, van de ordonnantie;

9° "Groep qua aard" : het onderdeel van de economische classificatie dat overeenstemt met de eerste twee cijfers van de economische code;

10° "Bicommunautaire entiteit" : de entiteit zoals bedoeld in artikel 2, 3° van de ordonnantie;

11° "Herverdeling van kredieten" : een herverdeling zoals bedoeld in artikel 96quinquies, § 3, eerste lid, van de ordonnantie;

12° "Kredietoverschrijding" : begrotingsverrichtingen zoals bepaald bedoeld in artikel 96quinquies, § 2, eerste lid, van de ordonnantie;

13° "Secundaire ordonnateur" : deze functie wordt uitgeoefend door de Leden van het Verenigd College.

§ 2. Onderhavig besluit is van toepassing op de bicommunautaire entiteit.

Art. 2. De herverdelingen van kredieten kunnen gedurende het hele jaar worden ingediend volgens de termijnen en de technische modaliteiten bepaald door de Leden van het Verenigd College, tot wiens bevoegdheid de Begroting behoort, hierna de Leden van het Verenigd College, bevoegd voor de Financiën en Begroting genoemd.

Art. 3. Er mag geen enkele herverdeling van kredieten plaatsvinden tussen de kredieten verbonden met de organieke begrotingsfondsen en de andere kredieten.

Art. 4. § 1. Een kredietoverschrijding kan slechts toegestaan worden ten belope van de bijkomende ontvangsten die niet zijn ingeschreven op de oorspronkelijke of aangepaste begroting van de instelling, berekend op basis van vastgestelde rechten, en die betrekking hebben op het lopende begrotingsjaar.

Elke beslissing tot overschrijding van kredieten wordt onverwijld meegedeeld aan de Verenigde Vergadering, het Verenigd College en het Rekenhof.

Het Verenigd College stelt de bepalingen vast die van toepassing zijn op de kredietoverschrijdingen.

§ 2. Conform artikel 28 van de ordonnantie worden de kredietherverdelingen van de diensten van het Verenigd College zonder verwijf aan de Verenigde Vergadering en aan het Rekenhof meegedeeld.

De directie Boekhouding en Begroting van de diensten van het Verenigd College is belast met deze mededeling.

Conform artikel 96quinquies, § 3, van de ordonnantie delen de autonome bestuursinstellingen de herverdelingen en overschrijdingen van kredieten zonder verwijf mee aan de Verenigde Vergadering, aan het Verenigd College en aan het Rekenhof.

Deze mededeling gebeurt via de directie Begroting van de diensten van het Verenigd College.

Art. 5. Er mag geen enkele herverdeling van kredieten plaatsvinden tussen kredieten van verschillende types.

Nieuwe basisallocaties kunnen gecreëerd worden door middel van een herverdeling van kredieten.

Er mag geen enkele herverdeling van kredieten plaatsvinden tussen kredieten die behoren tot de groepen 91 en 21 van de economische classificatie en kredieten die behoren tot de andere groepen van deze classificatie.

HOOFDSTUK II. — De diensten van het Verenigd College

Art. 6. De bevoegde secundaire ordonnateur kan, tijdens het begrotingsjaar en na het akkoord van de Leden van het Verenigd College, bevoegd voor de Financiën en de Begroting, de kredieten tussen de basisallocaties herverdelen binnen de perken van de beschikbare vastleggings- of vereffeningskredieten van elk van de programma's van de algemene uitgavenbegroting.

De secundaire ordonnateur kan die bevoegdheid om de kredieten tussen de basisallocaties te herverdelen aan de gedelegeerde ordonnateur overdragen volgens de modaliteiten die hij vaststelt.

L'avis préalable de l'Inspection des Finances est requis pour chaque nouvelle ventilation de crédits.

CHAPITRE III. — *Les organismes administratifs autonomes*

Art. 7. § 1^{er}. En application de l'article 96quinquies de l'ordonnance, l'ordonnateur secondaire d'un organisme administratif autonome de première catégorie peut, pendant l'année budgétaire et après accord des membres du Collège réuni compétents pour le Budget ou le cas échéant de leur délégué, à savoir l'Inspecteur des Finances, procéder à une nouvelle ventilation des crédits entre les allocations de base dans les limites des crédits d'engagement ou de liquidation disponibles dans le budget de l'organisme ou à des dépassements de ceux-ci.

L'ordonnateur secondaire peut déléguer la compétence de procéder à une nouvelle ventilation des crédits à l'ordonnateur délégué selon les modalités qu'il détermine.

§ 2. L'avis préalable de l'Inspection des Finances est requis pour chaque nouvelle ventilation ou dépassement de crédits au sein du budget d'un organisme administratif autonome de première catégorie.

Art. 8. § 1^{er}. En application de l'article 96quinquies, §§ 3 et 4, de l'ordonnance, les organes de gestion d'un organisme administratif autonome de deuxième catégorie peuvent, pendant l'année budgétaire et après accord des commissaires du Collège réuni auprès de l'organisme, procéder à une nouvelle ventilation des crédits entre les allocations de base dans les limites des crédits d'engagement ou de liquidation disponibles dans le budget de l'organisme ou à des dépassements de ceux-ci.

Les organes de gestion d'un organisme administratif autonome de deuxième catégorie peuvent déléguer la compétence définie à l'alinéa précédent à l'ordonnateur délégué suivant les modalités fixées par ces organes de gestion.

§ 2. Les commissaires du Collège réuni statuent sur la demande d'obtention de l'accord dans un délai raisonnable avec un maximum de dix jours ouvrables suivant la réception de la demande.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 9. Le présent arrêté abroge l'arrêté du Collège réuni du 8 mars 2007 concernant les nouvelles ventilations de crédits de dépenses.

Art. 10. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2019.

Art. 11. Les Membres du Collège réuni compétents pour les Finances et le Budget sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 31 janvier 2019.

Pour le Collège réuni :

Les Membres du Collège réuni, compétents pour les Finances
et le Budget,
D. GOSUIN

Het voorafgaand advies van de Inspectie van Financiën is vereist voor elke herverdeling van kredieten.

HOOFDSTUK III. — *De autonome bestuursinstellingen*

Art. 7. § 1. In toepassing van artikel 96quinquies van de ordonnantie kan de secundaire ordonnateur van een autonome bestuursinstelling van eerste categorie, tijdens het begrotingsjaar, na akkoord van de leden van het Verenigd College dat bevoegd is voor de Begroting of in voorkomend geval van hun gedelegeerde, te weten de Inspecteur van Financiën, de kredieten tussen de basisallocaties herverdelen binnen de perken van de beschikbare vastleggings- of vereffeningskredieten uit de begroting van de instelling of deze overschrijden.

De secundaire ordonnateur kan die bevoegdheid om de kredieten tussen de basisallocaties te herverdelen aan de gedelegeerde ordonnateur overdragen volgens de modaliteiten die hij vaststelt.

§ 2. Het voorafgaand advies van de Inspectie van Financiën is vereist voor elke herverdeling of overschrijding van kredieten in de begroting van een autonome bestuursinstelling van eerste categorie.

Art. 8. § 1 In toepassing van artikel 96quinquies, §§ 3 en 4, van de ordonnantie, kunnen de beheersorganen van een autonome bestuursinstelling van tweede categorie, tijdens het begrotingsjaar en na akkoord van de commissarissen van het Verenigd College, de kredieten tussen de basisallocaties herverdelen binnen de perken van de beschikbare vastleggings- of vereffeningskredieten uit de begroting van de instelling of deze overschrijden.

De beheersorganen van een autonome bestuursinstelling van tweede categorie kunnen die bevoegdheid zoals bedoeld in het vorige lid toewijzen aan de gedelegeerde ordonnateur volgens de modaliteiten door deze beheersorganen vastgesteld.

§ 2 De commissarissen van het Verenigd College doen uitspraak over de aanvraag tot het bekomen van een akkoord binnen een redelijke termijn met een maximum van tien werkdagen volgend op de aanvraag.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Art. 9. Dit besluit heft het besluit van het Verenigd College van 8 maart 2007 betreffende de herverdelingen van de uitgavenkredieten op.

Art. 10. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2019.

Art. 11. De Leden van het Verenigd College bevoegd voor de Financiën en de Begroting worden belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 31 januari 2019.

Voor het Verenigd College :

De Leden van het Verenigd College, bevoegd voor de Financiën
en de Begroting,
D. GOSUIN

COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2019/40226]

31 JANVIER 2019. — Arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 31 janvier 2019 relatif à l'engagement comptable, à la liquidation et au contrôle des engagements et des liquidations

Le Collège réuni de la Commission communautaire commune,

Vu l'ordonnance du 21 novembre 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle, telle que modifiée par l'ordonnance du 13 décembre 2018, notamment les articles 24, 44, 52, 53, 67, 71, 72 et 73;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8 novembre 2018;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'Etat le 18 janvier 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN BRUSSEL-HOOFDSTAD

[C – 2019/40226]

31 JANUARI 2019. — Besluit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 31 januari 2019 inzake de boekhoudkundige vastlegging, de vereffening en de controle op de vastleggingen en de vereffeningen

Het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie,

Gelet op de ordonnantie van 21 november 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle, zoals gewijzigd door de ordonnantie van 13 december 2018, inzonderheid op de artikelen 24, 44, 52, 53, 67, 71, 72 en 73;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 8 november 2018;

Gelet op de adviesaanvraag binnen dertig dagen, die op 18 januari 2019 bij de Raad van State is ingediend, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies niet is meegedeeld binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;